

Unité départementale de la Moselle
4, rue François de Guise – CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80

Metz, le 11 octobre 2023

ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21 septembre 2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GSM

26, avenue des érables

BP 30099

54180 Heillecourt

Références : MANOM_GSM_2023-10-11_RAPVI-PPC_DNE_25472
Code AIOT : 0006206503

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21 septembre 2023 dans l'établissement GSM implanté lieux dits "Auf Bichel", "In Armess", "Im Kapenstrack", "Klopp" et "Muehlenbeutel" 57100 Manom. L'inspection a été annoncée le 21 septembre 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GSM
- 57100 Manom
- code AIOT : 0006206503
- régime : autorisation
- statut Seveso : non Seveso
- IED : non

La société GSM est autorisée par arrêté préfectoral n°2005-AG/2-344 du 25 août 2005 modifié à exploiter une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune de Manom. Le site est notamment soumis à l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative ;
- nuisances sonores ;
- surveillance des eaux souterraines ;
- rejet aqueux ;
- déchets inertes d'extraction et remblaiement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif mais centré sur les principaux enjeux recensés et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative - rubriques ICPE autorisées-capacités exercées	Arrêté préfectoral du 25/08/2005, article 2 partiel	/	Sans objet
2	Plan topographique	Arrêté préfectoral du 25/08/2005, article 6 partiel	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Prévention rejet aqueux	Arrêté préfectoral du 25/08/2005, article 27 partiel	/	Sans objet
4	Remblaiement - identification des zones	Arrêté préfectoral du 25/08/2005, article 28 partiel	/	Sans objet
5	Bruit - vibrations	Arrêté préfectoral du 25/08/2005, article 32.1 partiel	/	Sans objet
6	Eaux d'exhaure	Arrêté préfectoral du 25/08/2005, article 38 partiel	/	Sans objet
7	Eaux souterraines - relevés piézométriques et qualité	Arrêté préfectoral du 25/08/2005, articles 35 et 36 partiel et annexe 3	/	Sans objet
8	Plan de gestion des déchets inertes d'extraction (PGDIE) - identification	Arrêté ministériel du 22/09/1994, article 1 partiel	/	Sans objet
9	Plan de gestion des déchets inertes d'extraction (PGDIE) - contenu	Arrêté ministériel du 22/09/1994, article 16 bis partiel	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats, l'inspection ne propose pas de suites administratives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative - rubriques ICPE autorisées - capacités exercées

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 25/08/2005, article 2 partiel
Thème(s) : situation administrative, rubriques activées et capacités exercées
Prescription contrôlée : La durée de l'autorisation d'exploiter est de 20 ans. Tableau non reproduit [...] Rubrique 2510.1 - seuil autorisation - surface réellement exploitable 217 200 m ²
Constats : Au vu notamment du plan d'exploitation 2022 et de la déclaration GEREPE 2022, l'inspection constate les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> la surface réellement exploitée est concordante avec la surface exploitable autorisée ; l'activité extractive s'est achevée courant juillet 2022. Le jour de la visite, l'inspection constate : <ul style="list-style-type: none"> aucune activité (extractive ou remise en état) n'est en cours sur le site et la remise en état du site n'est pas achevée ; le délai d'autorisation n'est pas encore échu (25 août 2025).
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 2 : plan topographique

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 25/08/2005, article 6 partiel
Thème(s) : situation administrative, plan topographique
<p>Prescription contrôlée : Un plan topographique de l'exploitation à une échelle 1/1000 ou 1/2000 est dressé initialement (préalablement à la mise en exploitation de la carrière) puis est tenu à jour au moins une fois par an au mois d'octobre de chaque année. Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'orientation Nord et l'échelle utilisée, • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que les abords dans un rayon de 50 mètres, • les bords de la fouille, • tous les points bas et hauts des berges avec un point tous les 50 mètres dans les chenaux préférentiels d'écoulement, • les courbes de niveau et les cotes d'altitude IGN des points significatifs, • les zones remises en état, • la position de l'emprise des éléments de surface ou souterrains (bâtiments, lignes électriques, conduites souterraines, routes, etc ...) dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité, de la salubrité et des intérêts publics, • s'il y a lieu, les périmètres de protection réglementaires de ces éléments, • un encadré indiquera distinctement en mètres carrés : <ul style="list-style-type: none"> - la surface non encore exploitée, - la surface exploitée ou en cours d'exploitation non encore remise en état, - la surface remise en état, • la date d'établissement, • le nom de la personne qui a établi le plan. <p>[...]</p>
<p>Constats : L'inspection constate que le plan d'exploitation présenté par l'exploitant est celui de 2022 et est conforme aux prescriptions ci-dessus.</p>
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 3 : Prévention rejet aqueux

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 25/08/2005, article 27 partiel
Thème(s) : risques chroniques, aire étanche
<p>Prescription contrôlée : L'entretien des engins et matériel de chantier est réalisé sur une aire étanche [...] Les eaux usées des installations (bungalow et bureau) sont dirigées soit vers une fosse septique vidangée régulièrement soit vers tout autre système sans rejet vers le milieu naturel. [...]</p>
<p>Constats : Le jour de la visite, l'inspection constate :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'absence d'engins sur le site ; • l'absence de l'aire étanche susvisée mais dont l'emplacement reste identifiable ; • la présence d'un séparateur à hydrocarbures attenant à l'emplacement de l'aire étanche. <p>L'exploitant déclare notamment les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'aire étanche est amovible et est déposée en l'absence d'activité sur le site (y compris de travaux de remise en état) ; • lorsque le site est en activité, des wc chimiques sont mis à la disposition du personnel et l'aire étanche de nouveau installée. <p>L'inspection n'a pas constaté de pollution sur le sol au droit de l'emplacement des anciennes installations (wc, aire étanche).</p>

L'exploitant a présenté à l'inspection une facture justifiant de la location et de l'entretien de wc chimiques en 2022 sur le site de Manom.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 4 : Remblaiement – identification des zones

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 25/08/2005, article 28 partiel
Thème(s) : situation administrative, remblaiement
Prescription contrôlée : Les matériaux autorisés pour le remblaiement seront exclusivement des terres de découvertes extraites sur le site de Manom (terres végétales et limons stériles). À l'exception de la première phase d'exploitation, les terres découvertes lors d'une phase d'exploitation serviront à la remise en état de la phase d'exploitation précédente et ne seront donc pas stockées sur le site. Aucun matériau extérieur ne sera utilisé pour ces opérations de remblaiement. L'exploitant établira un plan détaillé de son exploitation permettant de localiser les déversements de remblai. [...]
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection un plan maillé dédié au remblaiement du site. Le jour de la visite, l'inspection n'a pas constaté visuellement la présence de matériaux inertes extérieurs sur l'emprise du site.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 5 : Bruit - vibrations

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 25/08/2005, article 32.1 partiel
Thème(s) : risques chroniques, bruit - vibrations
Prescription contrôlée : Les bruits émis par la carrière et par les activités qui lui sont liées ne doivent pas être à l'origine, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées et, le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cour, jardin, terrasse ...) de ces mêmes locaux, pour les niveaux supérieurs à 35 dB(A), d'une émergence supérieure à 5 dB(A) pour la période allant de 7h00 à 19h00. [...] Le niveau limite de bruit à ne pas dépasser en limite de zone d'exploitation autorisé est 70 dB(A). [...]
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection le rapport établi le 27 juillet 2022 par un organisme agréé. Ce rapport conclut en particulier : <ul style="list-style-type: none"> • que le niveau sonore en limite de propriété de la carrière GSM sur le territoire de la commune de Manom est inférieur au seuil réglementaire de l'arrêté préfectoral n°2005-AG/2-344 du 25 août 2005 ; • que les émergences calculées au niveau des deux points en zone à émergence réglementée sont également inférieures à l'émergence maximale admissible définie par l'arrêté préfectoral susvisé ; • qu' une tonalité marquée a été enregistrée au niveau du point ZER1 (situé à l'Ouest du site au niveau de la maison la plus proche), pendant un tiers du temps de mesure alors que le site était en fonctionnement : <ul style="list-style-type: none"> ◦ cette tonalité n'est pas retrouvée au niveau du point LP (situé en limite de propriété, à l'Ouest du site), qui a la même orientation par rapport au site que le point ZER1 mais qui se situe plus proche des sources de bruit de la carrière ;

<ul style="list-style-type: none"> ◦ il y a présence d'activités tierces à proximité du point ZER1 (activités agricoles et garage) ; ◦ l'organisme conclut que cette tonalité doit provenir d'autres sources du secteur (activité agricole - ferme avec engins agricoles et un garage à proximité du point) et non pas des activités de la carrière de GSM. <p>Le jour de la visite, l'inspection a constaté la présence d'une ferme avec engin agricole, d'un centre équestre et d'un garage à proximité de l'emprise du point ZER1 et l'absence d'activité sur le site GSM.</p>
Observations : Au regard des éléments présentés par l'exploitant et des constats de l'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 6 : Eaux d'exhaure

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 25/08/2005, article 38 partiel			
Thème(s) : risques chroniques, eaux d'exhaure			
Prescription contrôlée : Les eaux d'exhaure issues des travaux de rabattement de nappe du secteur Ouest et du secteur Est seront rejetées après décantation dans des bassins de décantation différents, respectivement dans le ruisseau de La Grange et dans le fossé longeant le secteur nord-est en phase 2 d'exploitation. [...] Conformément à l'arrêté du 22 septembre 1994, un contrôle des eaux d'exhaure rejetées dans le milieu naturel sera réalisé suivant le tableau ci-après [non-reproduit dans son intégralité].			
Position	RUISSEAU LA GRANGE (contrôle après décantation et avant rejet)	FOSSE (contrôle après décantation et avant rejet dans fossé)	SEUILS
Paramètres			
PH	2 fois/an	2 fois/an	5,5 < PH < 8,5
T°C	2 fois/an	2 fois/an	< 30°C
MEST	2 fois/an	2 fois/an	30 mg/l
D.C.O.	2 fois/an	2 fois/an	25 mg/l < DCO < 40 mg/l
HCT	2 fois/an	2 fois/an	10 mg/l
Les résultats de ces analyses seront transmis trimestriellement à l'inspection des installations classées.			
Constats : L'inspection a contrôlé par sondage les résultats notamment présentés sur GIDAF pour l'année 2022 et constate : <ul style="list-style-type: none"> • que la fréquence de la surveillance de la qualité des eaux d'exhaure et la liste des paramètres analysés sont conformes à celles prescrites par l'article 38 susvisé ; • que les analyses réalisées en septembre 2022 montrent que le point est à sec, ce qui est concordant avec la date de fin de l'activité extractive indiquée par l'exploitant (juillet 2022) ; • que les résultats des analyses réalisées en mars 2022 sont conformes pour l'ensemble des paramètres susvisés hormis pour la DCO dont le résultat (la liste des paramètres analysés est conforme à celle prescrite) est en deçà de la fourchette prescrite à l'article 38 susvisé 25 mg/l < DCO < 40 mg/l). 			
Observations : Au regard des constats, et dans la mesure où l'activité extractive inhérente au rabattement de nappe a cessé, l'inspection ne propose pas de suites administratives.			
Type de suites proposées : sans suite			
Proposition de suites : sans objet			

N° 7 : Eaux souterraines - relevés piézométriques et qualité

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 25/08/2005, annexe 3, articles 35 et 36 partiel et annexe 3
Thème(s) : risques chroniques, eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée : <u>Article 35 : relevés piézométriques.</u> Pendant la durée de l'autorisation, les niveaux des trois piézomètres seront relevés tous les trimestres puis reportés sur un registre. Les dates des relevés seront précisés (voir plan des mesures en annexe n°3).</p> <p><u>Article 36 : analyses d'eaux souterraines.</u> À compter du démarrage de l'exploitation, l'exploitant procédera deux fois par an, en période d'étiage et de hautes eaux, à des prélèvements d'eau dans les trois piézomètres implantés sur le site (PZ 1 pour l'amont, PZ 3 pour l'aval et PZ 2 en position intermédiaire). Ces prélèvements feront individuellement l'objet d'analyses chimiques et bactériologiques. Les numéros et l'emplacement des prélèvements seront indiqués avec les résultats des analyses [...]. Les paramètres suivants seront mesurés : - PH, - température, - conductivité électrique en section, - chlorures, - fer, - manganèse, - nitrates (NO3), - nitrates (NO2), - azote total, - ammonium, - hydrocarbures totaux, - sulfates SO4 [...].</p>
<p>Constats : Au regard des éléments présentés par l'exploitant, l'inspection constate notamment les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le relevé piézométrique a bien été réalisé sur les trois piézomètres du site et ce à fréquence trimestrielle en 2022 (soit 4 relevés : mars, juin, septembre et décembre) et sur les trois premiers trimestres en 2023 (soit 3 relevés à ce jour : en mars, juin et août) ; • l'analyse de la qualité des eaux souterraines a été réalisée : <ul style="list-style-type: none"> ◦ en 2022 selon la fréquence et suivant les paramètres prescrits ; ◦ en 2023, uniquement en période de hautes eaux selon la fréquence et les paramètres prescrits. La période de basses eaux sera analysée durant l'automne 2023. <p>Le jour de la visite, l'inspection a contrôlé par sondage la présence du piézomètre PZ1 dont l'implantation est conforme à celle prescrite par l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral susvisé.</p>
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 8 : Plan de gestion des déchets inertes d'extraction (PGDIE) - identification

Référence réglementaire : arrêté ministériel du 22/09/1994, article 1 partiel
Thème(s) : autre, déchets inertes d'extraction
<p>Prescription contrôlée : Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables : - aux exploitations de carrières qui relèvent du régime d'autorisation (rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées), à l'exception des affouillements du sol ; - aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des</p>

installations de traitement. On entend par zone de stockage : - lorsque les déchets d'extraction à stocker sont non dangereux non inertes ou dangereux, les installations relevant de la rubrique 2720 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ; - lorsque les déchets d'extraction sont inertes, un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons ...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté. On entend par déchets d'extraction, les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol). [...]
Constats : L'exploitation de la carrière génère deux types de déchets d'extraction, qui sont uniquement inertes : des terres de découverte (couche arable) et stériles d'exploitation. Ils sont utilisés pour la mise en place de merlons de remise en état progressive et définitive du site.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 9 : Plan de gestion des déchets inertes d'extraction (PGDIE) - contenu

Référence réglementaire : arrêté ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : autre, déchets inertes d'extraction
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockées durant la période d'exploitation ; - le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; - la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; - en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; - la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; - le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; - les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; - en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; - une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ; - les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets

des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection la version 6 du plan de gestion de ces déchets datant de septembre 2023. La précédente mise à jour datait d'octobre 2022.

L'inspection constate que :

- la fréquence d'actualisation du plan est conforme à celle prescrite par l'article 16 bis susvisé ;
- le plan de gestion dans sa version 6 comporte l'ensemble des éléments prescrits à l'article 16 bis susvisé et se réfère notamment à l'étude d'impact et l'étude de dangers contenues dans le dossier de demande d'autorisation modifié déposé en 2003.

Lors de la visite, les constats de l'inspection sont concordants avec le contenu du plan de gestion susvisé.

Type de suites proposées : sans suite

Proposition de suites : sans objet